



EURO-MEDITERRANEAN HUMAN RIGHTS NETWORK  
RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME  
الشبكة الأوروبية - المتوسطية لحقوق الإنسان

## Réunion du Comité exécutif du REMDH

Paris, les 14-16 juin 2013

Procès-verbal – Approuvé

La réunion du Comité exécutif du REMDH s'est tenue à Paris les 14-16 juin 2013. La réunion a été précédée d'une rencontre avec la Ligue de l'Enseignement, nouveau membre français du REMDH, le 14 juin 2013. Le REMDH a également saisi l'occasion de son séjour à Paris pour rencontrer ses membres, à savoir la Fédération Nationale Solidarité Femmes, la Ligue de l'Enseignement et la LDH, pour discuter du débat sur les droits de l'Homme en France dans le contexte EuroMed.

### PARTICIPANTS

#### Comité exécutif (CE) du REMDH :

Michel Tubiana (Président), Nassera Dutour (Vice-présidente), Moataz El Fegier (Trésorier), Alya Chérif Chammari, Anitta Kynsilehto, Ayachi Hammami, Eugenia Papamakariou, Raffaella Bolini, Søs Nissen et Osman Işçi (membres du CE).

#### Secrétariat :

Marc Schade-Poulsen (Directeur exécutif), Alexandre Baron (Responsable du Financement et des Contrats, 14-16 juin), Hayet Zeghiche (Directrice de la Communication, 15-16 juin), Mathieu Routier (Coordinateur de projet, 14 et 16 juin), Marta Semplici (Coordinatrice de projet, 14 et 16 juin), Bérénice Michard (Coordinatrice de projet, 14-15 juin), et Maibritt Nielsen (Secrétaire de direction, rapporteur).

#### Autres Participants :

Françoise Brié (Fédération Nationale Solidarité Femmes), David Lopez (Ligue de l'Enseignement), Pierre Tartakowsky, Jacques Montacié, Catherine Teule, Nicole Savy, et Maryse Artiguelong (LDH).

#### Absents excusés :

Isaías Barreñada et Mahmoud AbuRahma (membres du CE) – cf. point 1

### ORDRE DU JOUR

1. Accueil – Approbation de l'ordre du jour et approbation du procès-verbal de la réunion du CE en date des 15-17 février 2013
2. Tour de table sur les développements politiques récents dans la région
3. Réunion avec les organisations membres sur les débats actuels à propos des droits de l'Homme en France dans le contexte EuroMed
4. La situation en Turquie
5. Rapport du Secrétariat
6. Rapport financier du Secrétariat
7. Collecte de fonds
8. Liberté de réunion
9. Communication
10. Dernières informations relatives au processus de restructuration du REMDH, y compris la décision concernant le bureau Machrek
11. Algérie
12. Demandes d'adhésion et critères, situation des membres honoraires faisant partie du personnel et adhésion du CNLT
13. Syrie
14. Lieu de la réunion du CE les 18-20 octobre 2013



## **1. Accueil – Approbation de l'ordre du jour et approbation du procès-verbal de la réunion du CE en date des 15-17 février 2013**

Michel Tubiana a souhaité la bienvenue à Paris au CE pour sa deuxième réunion de l'année en cours. Il a signalé que Mahmoud Abu Rahma avait été empêché d'assister à la réunion car il n'avait pas obtenu de visa pour la France

### Décisions :

- Le CE a approuvé l'ordre du jour de la réunion
- Le CE a approuvé sans commentaires le procès-verbal de la dernière réunion du Comité exécutif les 15-17 février 2013.

### Documents :

1.1 Ordre du jour (*pour approbation*)

1.2 Procès-verbal de la réunion du CE les 15-17 février 2013 (*pour approbation*)

1.3 Procès-verbal de la réunion du Quartet le 22 avril 2013 (*pour information*)

## **2. Tour de table sur les développements politiques récents dans la région**

### *Modératrice : Alya Cherif Chamhari*

Alya Cherif Chamhari a introduit le tour de table sur les développements publics récents dans la région, soulignant que la situation politique s'aggravait avec des groupes armés de plus en plus puissants en raison de l'absence d'un État centralisé fort, ce qui conduit à l'insécurité des populations. Aucun système démocratique n'est mis en place ; au contraire, les lois et pratiques antidémocratiques prédominent. Simultanément, l'UE n'exerce aucune pression véritable pour faire avancer les droits de l'Homme et la démocratie.

Après cette introduction, Michel Tubiana a parlé des efforts du gouvernement français afin de ranimer l'Union pour la Méditerranée à l'occasion d'une réunion rassemblant des hauts fonctionnaires à Malaga les 9-10 juin 2013. Pendant cette réunion, le REMDH a souhaité assister aux sessions durant lesquelles la première version du rapport a été discutée, mais les pays arabes ont bloqué la participation du Réseau à ces sessions et le Réseau n'a pu participer qu'à la réunion des pays européens. La première version contenait des références aux sujets brûlants, notamment la liberté d'association et les droits des femmes, et la création d'un observatoire indépendant chargé de publier des rapports sur les développements dans la région. La réunion de Malaga sera suivie d'une réunion ministérielle sur les droits des femmes en septembre 2013, à laquelle le REMDH devrait participer. La société civile sera invitée à l'occasion de cette réunion, mais le rôle qu'elle aura à jouer n'a pas été précisé ni dans quelle mesure elle pourrait intervenir durant la réunion.

Les membres du CE ont ensuite fait un tour de table sur les développements récents dans leurs pays respectifs et évoqué les questions suivantes :

- la situation inquiétante en Syrie où le régime aurait pu utiliser des armes chimiques contre l'opposition
- le recrutement de jeunes gens en Tunisie pour aller se battre contre le régime en Syrie et le mariage forcé de jeunes filles tunisiennes, qui en fait une forme de prostitution déguisée.
- la référence à l'Islam en tant que religion d'État en Tunisie, ce qui est inquiétant, et les protestations de la société civile contre ce phénomène
- le crime organisé en Égypte et en Tunisie après le Printemps arabe, notamment l'assassinat de soldats en Égypte sans qu'aucune enquête ne soit menée
- le recrutement de djihadistes égyptiens pour qu'ils participent au conflit syrien
- les nombreuses accusations de blasphème en Égypte ayant entraîné des peines de prison, ce qui met une pression sur les journalistes et les citoyens
- les manifestations du 30 juin 2013 en Égypte, pouvant entraîner des violences
- les violations des droits de l'Homme, des droits démocratiques et sociaux en Grèce et l'enlèvement d'un militant des droits de l'Homme, sans doute par les services secrets, qui a été retrouvé en prison à Istanbul par la suite
- la renaissance possible de la société civile suite aux manifestations en Turquie

- le Printemps arabe qui a pu se transformer en Hiver arabe, et la nécessité de manifester sa solidarité durant une période difficile
- l'attitude égocentrique des Italiens qui évitent de prendre une position sur le monde extérieur, en dépit du fait que l'Italie est l'un des pays qui ont les mouvements pacifistes les plus importants
- le million et demi de réfugiés au Liban
- la guerre tacite entre l'Iran et les pays du Golfe
- l'absence d'espoir que les révolutions apporteront la démocratie car les élections ont aidé les extrémistes à accéder au pouvoir et à prendre des mesures contre la démocratie
- la crise socio-économique en Europe qui pourrait entraîner une progression des mouvements de droite
- le soutien de 20 millions d'euros accordé par l'UE à l'Algérie, qui montre que l'UE n'a pas su tirer les leçons de ses expériences avec Mouammar Kadhafi et Hosni Moubarak
- l'absence et la faiblesse de l'UE dans l'incapacité à faire avancer les droits de l'Homme et approuver une stratégie spécifique qui traite du vide sécuritaire dans la région

Suite à ce tour de table, Marc Schade-Poulsen a interrogé Moataz El Feghery sur le rôle de l'armée pendant les manifestations en Égypte. Marc Schade-Poulsen a ajouté qu'il convenait de noter qu'il y avait une forte résistance de la société civile dans la région, et que le REMDH devait examiner comment les acteurs de la société civile pouvaient tirer profit de son travail. Moataz El Feghery a répondu en disant que les militaires ne laisseraient pas chuter l'Égypte et qu'ils attendaient de voir comment les manifestations de rue allaient évoluer.

A propos de la Syrie, Marc Schade-Poulsen a suggéré d'évaluer comment le pays en était arrivé au conflit actuel et d'envisager comment le REMDH peut régir et travailler en tant que réseau dans les situations de conflit. Moataz El Feghery a ajouté que dans le cas de la Syrie, une solution politique était préférable à une intervention internationale car une intensification militaire profiterait aux mouvements djihadistes, toutefois il semble impossible de trouver un consensus en Syrie. Il a proposé d'analyser la nouvelle dynamique régionale et le rôle des nouveaux acteurs et de revoir le plaidoyer régional dans le monde arabe, la raison étant que les conflits de la région sont liés entre eux.

Mathieu Routier a souligné que les organisations les plus puissantes de Syrie n'étaient pas contre une intervention militaire. Pour l'instant, l'équilibre du pouvoir penche en faveur du régime, et la coalition d'opposition reste très faible. Toutes les parties engagées dans le conflit commettent des violations et une commission d'enquête internationale a récemment publié un rapport qui mentionne la question des victimes et la lutte contre l'impunité. En ce qui concerne la dynamique régionale, il a indiqué qu'une délégation s'était rendue en Syrie pour rechercher les jeunes Tunisiens envoyés en Syrie afin de les ramener chez eux ; que l'Algérie manifestait de la solidarité envers les réfugiés de Syrie ; et que les Palestiniens considéraient toujours la Syrie comme le seul pays capable de s'opposer à l'occupation israélienne ; que l'autorité de l'État libanais était très faible et que ce dernier considérait la situation dans la région en fonction de l'équilibre des pouvoirs au Liban.

Marta Semplici a proposé de réfléchir à la façon dont le REMDH, en sa qualité de réseau régional, peut manifester sa solidarité à ses membres. Il est difficile de comprendre la situation et de savoir qui sont les acteurs en Syrie, en particulier au vu des tentatives de diviser la société civile. On observe des reculs démocratiques partout, a déclaré Marta Semplici, et l'Algérie fournit l'exemple d'un régime corrompu, financé par l'UE, dans un pays où règne la crainte de voir se répéter son histoire sanglante.

Bérénice Michard a précisé que la nouvelle dynamique de la région avait une influence sur la liberté de réunion et d'expression. Elle a mentionné la Turquie comme exemple d'un pays où un régime élu démocratiquement a cessé d'être démocratique au moment d'exercer le pouvoir. Enfin, elle a ajouté que la question de la solidarité avec la société civile dans le Sud méritait une analyse en profondeur afin de mettre au point une approche et des mesures solidaires fortes dans la région.

### **3. Réunion avec les organisations membres sur le débat à propos des droits de l'Homme en France dans le contexte EuroMed**

*Modérateur : Moataz El Fegier*

Moataz El Fegier a souhaité la bienvenue aux représentants des organisations membres du REMDH, c'est-à-dire la Fédération Nationale Solidarité Femmes, la Ligue de l'Enseignement et la LDH, pour une discussion sur le débat actuel à propos des droits de l'Homme en France dans le contexte EuroMed.

Michel Tubiana a indiqué que la LDH avait récemment organisé une conférence sur le rôle de la France dans la politique européenne. Il a déclaré que les droits de l'Homme devaient être considérés dans une perspective plus large car les législations nationales et européennes sont interdépendantes. Il a ajouté que, lors de l'examen des relations entre la France, l'UE et les pays du sud Méditerranée, l'histoire ne devait pas être ignorée, en particulier le rôle de la France en tant qu'ancien pouvoir colonialiste. Aujourd'hui la population française parle toujours d'immigrés de la première, deuxième, troisième et même quatrième génération sur un ton condescendant qui est une réaction contre le monde arabe musulman. Enfin, il a ajouté que l'Union pour la Méditerranée, initiée originellement par Nicolas Sarkozy, avait été ranimée.

Alya Cherif Chammari a proposé que soient lancées de nouvelles actions et initiatives de solidarité pour aider la société civile à continuer son combat. Elle a ajouté que François Hollande se rendrait en Tunisie les 4-5 juillet 2013. Elle pensait qu'on observait un retour aux anciennes positions en France et que ni la France ni l'Europe n'exerçaient la moindre pression sur le régime tunisien pour faire avancer un programme démocratique. Au contraire, on observait des reculs en termes des droits de l'Homme et de droits des femmes, et un sentiment d'insécurité en raison des groupes armés.

Moataz El Fegier a déclaré que les tensions dans le sud s'étaient accrues et qu'on observait une progression des partis islamistes dans le sud, aux dépens des droits des femmes, de la liberté de religion et d'expression. En Europe, certains musulmans ont créé leur propre système juridique parallèle et appliquent la Charia au lieu du droit civil. A la réunion de Malaga, les 9-10 juin 2013, il y avait une résistance des gouvernements du sud à promouvoir les normes internationales concernant les droits des femmes. Il a demandé comment les ONG pouvaient travailler ensemble afin de protéger les droits de l'Homme et faire en sorte que l'UE défende avec force les droits de l'Homme.

Michel Tubiana a dit que le débat sur la question du voile avait été exporté du sud au nord. Le prix Nobel de la Paix, Tawakkol Karman, qui représente une organisation des droits des femmes, a participé au débat sur le voile ; elle a indiqué qu'elle ne comprenait pas pourquoi les pays européens pouvaient souhaiter interdire le voile, les institutions européennes étant laïques. En parallèle, les facteurs religieux sont reconnus dans le sud. Il existe un accord sur les valeurs universelles, toutefois chacun doit choisir son chemin pour parvenir à ces valeurs, et les normes occidentales ne doivent pas être exportées dans le sud.

Rafaella Bolini pensait que de nombreux politiciens ne se sentent pas obligés de mettre en pratique les droits universels. La situation est différente entre le nord et le sud, et même entre les pays du nord et du sud ; toutefois, le nord et le sud sont tous deux confrontés aux questions de la religion et de la politique, notamment à la question des élections libres qui peuvent être un danger pour la démocratie. Elle a insisté sur l'importance de renforcer la société civile afin d'avoir une influence sur la sphère politique.

Alya Cherif Chammari a dit que le REMDH devait travailler sur les principes universels et en même temps accepter que le chemin qui conduit à ces principes universels peut varier d'une région à l'autre. Elle a demandé comment la société civile pouvait convaincre les gouvernements du nord et du sud du fait qu'il existe plusieurs voies pour atteindre l'universalité des droits.

David Lopez a proposé que le REMDH intervienne à plusieurs niveaux en tant que réseau et qu'il puisse avoir des réactions immédiates ainsi que des actions et des objectifs à long terme sur des questions comme l'éducation à la démocratie. Nicole Savy a suggéré d'entamer un dialogue avec les organisations européennes des droits de l'Homme au lieu des organisations nationales des droits de l'Homme, la France étant membre de l'UE.

Pierre Tartakowsky a indiqué que les ONG fonctionnaient dans des sociétés qui vivent dans la peur et sont agressives les unes envers les autres, ce qui est dû à la crise économique et sociale qui affecte l'image que les peuples ont les uns des autres et les relations entre les peuples. Il est donc important de parler des droits universels et de prendre en compte la crise tant dans le nord que dans le sud. Le REMDH est l'un des rares

espaces pour ce type de débat et le Réseau a la possibilité de se faire entendre, compte tenu des ses nombreuses années d'expérience, de l'avis de Pierre Tartakowsky.

#### **4. La situation en Turquie**

##### ***Modérateur : Osman Işçi***

Osman Işçi a débuté la session consacrée à la Turquie en exprimant aux membres du CE sa gratitude et celle de sa famille pour leur solidarité avec lui, pendant qu'il était détenu à Ankara. Cette campagne de solidarité l'a rendu plus fort et aussi envoyé un message fort à ceux qui étaient responsables de cette détention injuste. Michel Tubiana a dit que les membres du CE étaient très heureux de revoir Osman Işçi parmi eux. Il a ajouté que les membres du CE voulaient lui manifester leur solidarité et aussi envoyer un signal aux autorités turques sur le fait que les accusations portées contre lui n'étaient pas justifiées.

En ce qui concerne la situation actuelle en Turquie, Osman Işçi a rappelé que les manifestations de la place Taksim à Istanbul avaient commencé 18 jours avant la réunion du CE. Pendant les 11 dernières années au pouvoir du gouvernement a été, il a discriminé certaines parties du pays en termes d'origines religieuses etc. et les manifestations ne trouvent donc pas leurs origines seulement dans le mécontentement de la population à propos du projet de construction d'un centre commerciale au parc Gezi à proximité de la place Taksim. Il y a plusieurs théories derrière les motivations ayant entraîné les manifestations en Turquie, l'une d'entre elle étant que le gouvernement n'avait pas consulté les groupes nationaux à propos du processus de négociation avec les Kurdes. Le bilan de ces manifestations a été de 7517 personnes détenues, 2500 blessés et 4 personnes ayant perdu la vie. Parmi les personnes détenues se trouvent cinq citoyens étrangers, dont un stagiaire du bureau d'IHD à Istanbul, accusé sous le chef de la même loi anti-terroriste qu'Osman Işçi. Ce type de pression sur la population se poursuivra jusqu'à ce que se produise un changement de la politique de sécurité. Pour changer la mentalité en matière de sécurité, les ONG devraient viser non seulement les hauts fonctionnaires mais aussi tous ceux qui travaillent sur le terrain.

IHD se concentre surtout sur les droits des manifestants, pas sur leur profil, ce qui signifie que s'il y a des violations de la liberté de réunion ou d'association, IHD prend une position comme ils l'ont fait dans ce cas. Osman Işçi était de l'avis que l'Europe devait changer sa perspective pour passer à une perspective basée sur le droit. Osman Işçi a ajouté que Bérénice Michard avait suggéré d'envoyer une mission du REMDH en Turquie. Il a suggéré que le REMDH envoie une mission en Turquie quand les manifestations auront cessé afin d'effectuer une analyse en profondeur des facteurs qui les sous-tendaient, peut-être au moment de la deuxième audience de son procès, le 8 juillet 2013.

Osman Işçi a également fait savoir qu'IHD organisait une mission d'enquête internationale fin juillet/début août 2013 à propos du processus de retrait du PKK et il a invité le REMDH à se joindre à la mission (la FIDH a déjà confirmé sa participation). La mission s'intéressera aux autorités et aux ONG et elle passera deux jours dans la région et à Ankara. Une commission observera le processus de retrait et se concentrera sur les pratiques du gouvernement en relation avec le processus. Un rapport a aussi été publié en turc sur les négociations de paix et Osman Işçi a proposé de le traduire en anglais et de l'envoyer au CE. Enfin, à propos de la Constitution, qui a été problématique depuis 2009, le parlement peut ne pas réussir à en rédiger une nouvelle car il n'a pu obtenir un consensus que sur 52 articles. La nouvelle Constitution devra s'appuyer sur les perspectives des droits de l'Homme et remplir les critères de Copenhague.

Après la présentation de la situation en Turquie par Osman Işçi, Michel Tubiana a expliqué que le mouvement démocratique de la rue avait pu prendre naissance en raison des négociations de paix en cours avec le PKK. Il a demandé s'il serait utile d'envoyer une mission d'enquête à Istanbul pour examiner les facteurs qui sous-tendaient les manifestations. Ensuite, il a observé qu'IHD pourrait profiter de l'expérience du processus de désarmement de l'IRA en Irlande et de l'ETA au Pays basque. Michel Tubiana a ajouté que le REMDH soutenait toutes les initiatives en ce sens et que le Réseau souhaiterait donc prendre part à la mission d'enquête en Turquie et au travail autour des négociations de paix avec le PKK.

Osman Işçi a convenu que la mission d'enquête devrait tirer profit des expériences précédentes en matière de conflits armés et il avait déjà rencontré l'ambassadeur d'Irlande pour cette raison. Par ailleurs, un groupe composé de quatre députés se rendra dans des pays qui ont une expérience similaire, à savoir le Royaume-Uni, l'Écosse, le Pays de Galles, l'Afrique du sud et la France, et neuf personnes de chacune des sept régions de Turquie se rendront dans les différentes régions pour expliquer le processus et présenter les mesures qui doivent être prises dans le cadre du processus ainsi que collecter des informations pour la constitution d'un rapport qui sera présenté au gouvernement.



Alya Cherif Chammari a demandé si les manifestations qui se déroulent actuellement sur la place Taksim étaient coordonnées d'une manière ou d'une autre. Osman Işçi a répondu que les manifestants étaient désorganisés et qu'il s'agissait essentiellement de jeunes gens privés de leurs droits et confrontés à des problèmes économiques. Enfin, Marc Schade-Poulsen a demandé à Osman Işçi si l'AKP était le nouveau défenseur de l'État profond (l'État dans l'État). Osman Işçi a répondu que tout parti qui a passé 11 années au pouvoir crée son propre État profond, loin de l'état de droit, même s'il a été élu démocratiquement.

#### Décisions :

- Le REMDH va suivre l'évolution de la situation en Turquie avant d'y envoyer une mission
- Le REMDH prendra part à la mission en zone kurde

## **5. Rapport du Secrétariat**

### ***Modérateur : Osman Işçi***

Marc Schade-Poulsen a présenté le rapport du Secrétariat (voir 5.1 *Bulletin d'information interne – résumé des n° 66-67* et 5.2 *Bulletin d'information interne n° 68*) et il a invité les référents politiques à commenter les activités des différents Groupes de travail (*les activités ne sont mentionnées ci-dessous que si elles ne sont pas incluses dans le document 5.1 Bulletin d'information interne – résumé des n° 66-67 et 5.2 Bulletin d'information interne n° 68*).

#### *Justice*

Marc Schade-Poulsen a fait savoir que le Groupe de travail avait été établi à l'occasion de sa réunion à Tunis, du 31 mai au 2 juin 2013. Le programme de travail exact du GT n'est pas encore en place ; toutefois, le thème de l'observation des procès, utilisée pour évaluer la justice en période de transition, a été mentionné comme direction future de travail.

#### *Liberté d'association*

En relation avec le procès d'Osman Işçi, Marc Schade-Poulsen a indiqué qu'il avait rencontré Michael Miller, de la délégation de l'UE en Turquie ; ce dernier est prêt à aider le REMDH chaque fois qu'il le pourra. Marc Schade-Poulsen a aussi rencontré les responsables des droits de l'Homme de plusieurs missions ainsi que l'ambassade de France et celle d'Irlande. Il existe maintenant un réseau pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme qui suit les procès en Turquie et ce réseau sera informé lorsqu'il prendra contact avec la délégation de l'UE.

#### *Migrants et demandeurs d'asile*

Marc Schade-Poulsen a fait savoir que 3 ou 4 personnes avaient été empêchées de participer à la réunion du Groupe de travail à Oxford les 17-19 mai 2013, et que les participants algériens n'avaient pas obtenu de visa pour assister à la réunion. Il a suggéré de contacter les autorités afin d'éviter de pareils problèmes à l'avenir. Pour finir, il a fait remarquer que la perspective de réunir des participants venant de pays dont les frontières sont fermées était prometteuse pour le Groupe de travail.

Anitta Kynsilehto a indiqué qu'une conférence régionale des bureaux nationaux du HCR dans les pays d'Afrique du nord se tiendrait en octobre 2013, probablement au Caire, pour discuter de la diversité des pratiques dans les différents pays. Elle a ajouté que l'UE avait ouvert son Bureau d'appui en matière d'asile à Malte, il y a deux ans, et que le GT allait se pencher sur ses pratiques, peut-être en devenant membre de son forum consultatif.

#### *Droits des femmes et intégration de la dimension genre*

Alya Cherif Chammari a annoncé qu'un rapport sur la discrimination et la violence à l'égard des Palestiniennes dans les territoires occupés serait finalisé d'ici la fin du mois de septembre 2013. De plus, un rapport serait produit sur quatre pays européens confrontés à une crise financière, crise ayant un impact sur la situation des femmes. Elle a ajouté que pendant la réunion de Malaga, les 9-10 juin 2013, la position des pays arabes envers les droits des femmes était restée négative, ce qui confirme la pertinence du processus. Elle a conclu en annonçant que le REMDH et la Plate-forme des ONG EuroMed comptaient organiser un Forum Civil en amont de la réunion Ministérielle. Le Forum Civil rassemblerait une soixantaine d'ONG.

### *Droits économiques et sociaux*

L'engagement du REMDH en matière de droits économiques et sociaux sera discuté à la prochaine réunion du CE les 18-20 octobre 2013 car Isaías Barreñada était absent à cette réunion ; Marc Schade-Poulsen a indiqué que le REMDH recherchait un financement pour cette activité. Il a fait savoir que la délégation de l'UE en Tunisie avait demandé au REMDH de sensibiliser davantage la société civile tunisienne aux relations UE-Tunisie. Dans ce projet, le REMDH pourrait inclure des enquêtes sur les relations économiques entre la Tunisie et l'UE et leur impact sur les droits économiques et sociaux dans la région. Il a aussi précisé que le REMDH avait suggéré à Oxfam d'organiser un atelier sur les relations économiques et sociales entre l'UE et les Pays partenaires du sud de la Méditerranée.

### *Algérie – campagne de visas*

Michel Tubiana a annoncé que le REMDH, Amnesty International et la FIDH avaient lancé une campagne sur le problème de l'obtention de visas pour l'Algérie. Les trois organisations informeront les autorités algériennes qu'une délégation souhaite se rendre en Algérie.

### *Plaidoyer*

Marc Schade-Poulsen a souligné la bonne coopération entre les membres du REMDH en Égypte et le bureau de Bruxelles du REMDH qui ont insisté pour que l'UE soit plus proactive à propos du projet de loi sur les associations en Égypte. Il a ajouté que plus les membres étaient forts sur le terrain, meilleurs étaient les résultats que le REMDH pouvait obtenir.

### *Amnesty et Human Rights Watch*

Marc Schade-Poulsen a demandé l'avis du CE sur le format et le contenu des réunions avec Amnesty International et Human Rights Watch, réunions qui pourraient être ouvertes à d'autres organisations. Michel Tubiana pense que le CE devrait attendre et voir comment les choses évoluent avec les deux organisations avant de prendre une quelconque décision.

### *FIDH*

Michel Tubiana a fait au CE un rapport sur le congrès de la FIDH à Istanbul les 23-24 mai 2013 ; aucune résolution de politique générale n'a été adoptée, seules des résolutions nationales l'ont été. Karim Lahidji a été élu président de la FIDH bien qu'il ait obtenu le même nombre de voix que l'autre candidat, par l'application du règlement intérieur qui fait prévaloir, dans ce cas, le candidat le plus âgé.

### Documents :

5.1 Bulletin d'information interne (résumé des n° 66-67) (*pour information*)

5.2 Bulletin d'information interne n° 68 (*pour information*)

5.3 Plan de travail 2013 (*pour information*)

## **6. Rapport financier du Secrétariat**

### *Modératrice : Anitta Kynsilehto*

Marc Schade-Poulsen a fait savoir au CE que le REMDH avait clôturé l'année financière 2012 à la fin du mois de février 2013. Le rapport annuel 2012 n'avait malheureusement pas été finalisé pour la réunion du CE qui recevra le rapport par courriel après la réunion et le rapport sera présenté à la prochaine réunion du CE, les 18-20 octobre 2013. Marc Schade-Poulsen a ajouté que le projet de budget pour les années à venir avait bonne allure, en partie grâce au fait que maintenant SIDA et DANIDA proposent au REMDH des contrats sur trois ans (jusqu'à maintenant le REMDH n'avait que des contrats de deux ans). Enfin, Marc Schade-Poulsen a annoncé que le Responsable administratif, Poul Collemorten, avait donné sa démission et quitterait le REMDH à la fin du mois de juin 2013 ; la raison de son départ était qu'il aimerait trouver un travail plus stimulant.

### Documents :

6.1 Budget et résultats des activités 2013 (*pour approbation*)

6.2 Projet de budget 2013 (*pour information*)

## 7. Collecte de fonds

*Modérateur : Ayachi Hammami*

Alexandre Baron a présenté le document *7.1 Informations récentes sur la collecte de fonds*, et ajouté que l'Église de Suède, qui avait financé jusqu'alors le projet PIP, pouvait devenir un bailleur de fonds pour le financement de fonctionnement. Michel Tubiana a demandé des informations supplémentaires sur le projet consacré à la lutte contre la discrimination (page 1) et Marc Schade-Poulsen a répondu que le projet serait basé sur les conclusions de la réunion du CE les 15-17 février 2013, et que le CE serait consulté à ce sujet.

Alexandre Baron a ensuite présenté le document *7.2 Directives pour un document de stratégie de financement*, c'est-à-dire le plan de la future stratégie de collecte de fonds qui sera présenté avec un calendrier pour les années à venir à l'occasion de la réunion du CE les 18-20 octobre 2013. Il a demandé l'avis du CE pour les principes directeurs (pages 2-3), à savoir le type de financement, le type de bailleurs de fonds, le niveau d'indépendance par rapport aux donateurs ainsi que la diversification des donateurs. Il a aussi indiqué que le département des Programmes devait avoir une approche systématique à propos de la collecte de fonds et de l'envoi de rapports aux donateurs des différents projets.

Suite à ces présentations, Michel Tubiana a déclaré que la question du financement était aussi une question politique. Il a observé que le REMDH devait éviter de trop dépendre de deux donateurs seulement au lieu d'essayer d'explorer les bailleurs de fonds privés. Il a ajouté que le financement était lié à deux préoccupations, à savoir faire en sorte que le Réseau reste indépendant de ses donateurs, et qu'il ne se développe pas trop vite. Il a suggéré de trouver le moyen de construire des partenariats avec des membres du REMDH qui comptent un grand nombre d'experts et peuvent organiser des formations etc. sur le terrain, éventuellement avec des moyens financiers alloués par le REMDH. La difficulté sera de gérer les partenariats sur le plan pratique. Il a ajouté que le REMDH devait trouver un financement pour trois projets, précisément le GT Justice, le GT Éducation aux droits de l'Homme et le GT EcoSoc. Enfin, il a signalé qu'en France, la Commission nationale des droits de l'Homme accordait une récompense en argent tous les ans et il a demandé si le CE accepterait de présenter la candidature du REMDH.

Marc Schade-Poulsen a demandé au CE de prendre une décision de politique sur la façon dont le REMDH doit réagir si un donateur ayant mauvaise réputation souhaite soutenir financièrement le REMDH. Søs Nissen a mis en garde le REMDH contre l'acceptation de quelconques conditions imposées par les donateurs et elle a convenu que les coordinateurs de projet devaient aussi être associés à la collecte de fonds et au travail de préparation des rapports aux bailleurs de fonds.

Moataz El Fegierly était aussi en faveur de la diversification du financement pour ne pas dépendre trop de DANIDA, SIDA et de l'UE. Il a suggéré d'explorer la possibilité pour le REMDH d'avoir des partenariats stratégiques avec des donateurs privés hors d'Europe, ce qui serait plus durable mais il faudrait du temps pour construire ces partenariats avec eux. Le Réseau devrait faire en sorte d'inclure des partenaires locaux autant que possible, et aussi d'éviter la concurrence entre les organisations locales et internationales. Rafaella Bolini a exprimé son accord avec Moataz El Fegierly sur le fait que le REMDH ne devait pas entrer en concurrence avec ses membres en matière de financement. Améliorer sa coopération avec ses membres, pourrait être pour le REMDH une manière d'éviter les conflits ; toutefois, les partenariats devraient aussi voir la participation active de ses membres. Alexandre Baron a fait remarquer que la suggestion d'un partenariat avec les membres serait en plein accord avec les nouvelles exigences de l'UE concernant le financement en cascade.

A propos des financements privés, Osman Işçi a indiqué que la position des donateurs privés risquait davantage de changer. Il a suggéré d'établir une liste noire des donateurs que le REMDH n'accepterait jamais comme donateur, ainsi qu'une liste de donateurs possibles répondant aux conditions du REMDH, établie par un expert du domaine. Ceci permettrait au CE d'évaluer si le REMDH peut accepter un financement du donateur en question. Rafaella Bolini a ajouté que tout dépend de la façon dont les organisations considèrent les donateurs et leurs activités et qu'il est possible d'envisager une liste de donateurs potentiels.

Michel Tubiana a conclu que tous étaient d'accord sur la diversification du financement. Toutefois, en ce qui concerne les donateurs privés, le REMDH devrait adopter une approche au cas par cas avant d'accepter un financement d'un bailleur de fonds. En aucun cas le Réseau n'acceptera de financement d'un donateur lié au pétrole, aux armes ou à l'exploitation des ressources naturelles. Cependant, Søs Nissen pensait que le REMDH devait accepter le fait qu'il s'appuyait sur le financement de base de grands donateurs et elle a suggéré de limiter leur nombre à deux ou trois. Elle ne pensait pas que le REMDH devait dépenser trop



d'énergie pour obtenir des fonds auprès de petits donateurs privés car il ne pouvait pas survivre sur leurs fonds. Bérénice Michard a aussi observé que produire des rapports pour un grand nombre de petits bailleurs de fonds prenait beaucoup de temps et risquait de nuire aux activités des projets eux-mêmes.

Enfin, Ayachi Hammami a suggéré d'organiser des événements de solidarité en termes d'art et de culture dans les pays arabes, peut-être en coopération avec les membres du REMDH, durant lesquels le bénéfice d'une manifestation, comme une soirée au théâtre ou un dîner avec un changeur, pourrait être remis au REMDH.

#### Décisions :

- Le CE a accepté que le REMDH devait s'efforcer de diversifier son financement.
- Le REMDH aura une approche au cas par cas pour examiner les nouveaux donateurs, toutefois il n'acceptera à aucun prix les donateurs qui ont des liens avec le pétrole, les armes et les ressources naturelles.

#### Documents :

7.1 Informations récentes sur la collecte de fonds (*pour information*)

7.2 Directives pour un document de stratégie de financement (*pour discussion*)

## **8. Liberté de réunion**

### ***Modératrice : Nassera Dutour***

Bérénice Michard a fait savoir que le GT Liberté d'association avait élargi son mandat pour inclure la liberté de réunion, qui est un droit fondamental en rapport avec la question de la Liberté d'association. Elle a rappelé que la Liberté de réunion était à la base des mouvements sociaux et un droit soumis à des attaques dans plusieurs pays de la région. La société civile s'est développée pendant le Printemps arabe mais elle est toujours contrôlée par les régimes.

Bérénice Michard a ensuite présenté le projet du REMDH sur la Liberté de réunion, soulignant en particulier le travail du GT sur les thèmes suivants :

- Le travail en réseau et la construction de capacités des organisations, y compris les missions d'enquête sur le terrain
- Sensibiliser en publiant des bulletins d'information, des communiqués de presse etc.
- Travail de documentation, y compris rapports régionaux, à la base des actions de lobbying en direction des pays en questions, de l'UE et des Nations Unies
- La Solidarité, en particulier avec la Syrie et l'Algérie, mais aussi dans le cas d'Osman İççi en Turquie
- Rapport régional ; une partie sur le cadre juridique dans les pays de la région et la pratique des lois et leur conformité aux normes internationales ; et une deuxième partie sur trois pays européens, Royaume-Uni, France et Espagne, et une comparaison de ces pays basée sur les mêmes indicateurs.

Bérénice Michard a demandé au CE comment le Groupe de travail devait structurer le suivi de ses activités et développer les capacités de ses membres de façon systématique pour renforcer leurs capacités de suivi sur différentes activités.

Après la présentation de Bérénice Michard, Nassera Dutour a demandé comment utiliser au mieux les rapports du Groupe de travail. Søs Nissen a aussi demandé où le REMDH et ses membres pouvaient avoir les meilleures chances d'utiliser les rapports et de faire du plaidoyer national en commun.

Moataz El Fegriery a proposé d'envisager la relation problématique entre la Liberté de réunion et EcoSoc car les grèves sont le seul outil permettant de manifester, alors qu'au même moment les gouvernements se plaignent que les grèves ralentissent la situation économique. Il a aussi signalé que c'était un problème pour les États comme l'Égypte qui sont dans un vide et qui ne peuvent plus assurer la sécurité de leur population et la protection des manifestants.

Rafaella Bolini a demandé comment le REMDH pouvait exploiter son travail dans les débats politiques et pour les discussions avec les mouvements sociaux et le Forum civil européen. Elle a suggéré d'envoyer le message que le REMDH était en faveur du dialogue et contre la répression des manifestants de la place

Taksim à Istanbul. Le REMDH doit aussi examiner la façon dont la législation doit être améliorée afin de donner aux différentes populations la possibilité de construire des organisations, d'enquêter sur les obstacles à la liberté de réunion sur le lieu de travail (usines, bureaux).

Michel Tubiana a dit que, de façon générale, le Groupe de travail ne devait pas se préoccuper des questions en rapport avec les syndicats. Mais Osman Işçi a répondu que ce sont les syndicats qui descendent dans la rue et essaient d'exercer leur droit de réunion. Il pensait que le REMDH devait se concentrer sur la liberté d'association et de réunion, et voir si ces droits étaient mis en pratique dans la vie de tous les jours. Michel Tubiana a répondu que le REMDH ne devait pas remplacer les syndicats ni entrer en concurrence avec eux ; le REMDH peut intervenir quand les syndicats ne font pas leur travail – ou dans des cas spéciaux comme la Turquie. Osman Işçi a alors proposé d'ajouter une note expliquant pourquoi les comptes rendus du REMDH ne traitent pas des questions en rapport avec les syndicats pour ne pas susciter des critiques injustes des organisations locales des pays respectifs. Enfin, Nassera Dutour a demandé comment le Groupe de travail pouvait aborder la question des syndicats en Algérie, et Michel Tubiana a répondu en disant que la fédération des syndicats en Algérie ne faisait pas son travail et que donc le REMDH pouvait intervenir.

Rafaella Bolini a rappelé au CE que la campagne en faveur d'Osman Işçi avait été un bon cadre pour une alliance autour d'une question qui intéressait aussi les syndicats. Le REMDH ne doit pas faire le travail des syndicats. Il doit les considérer comme des alliés potentiels. Bérénice Michard a convenu que le REMDH devait s'efforcer d'accroître les alliances et que les syndicats pouvaient être de grands alliés – le REMDH avait déjà travaillé avec les syndicats en Algérie et en Turquie.

#### Document :

#### 8.1 Termes de référence (pour information)

## **9. Communication**

### ***Modératrice : Søs Nissen***

Marc Schade-Poulsen a annoncé que, suite à l'Assemblée générale les 1-3 juin 2012, il avait été décidé d'engager un consultant pour analyser la communication du REMDH. Suite au rapport du consultant, le REMDH a entrepris de recruter un directeur/une directrice de la Communication, en la personne de Hayet Zeghiche. Il lui a été demandé de préparer un plan détaillé de la façon de mettre en œuvre les recommandations publiées dans le rapport du consultant. Michel Tubiana a ajouté que durant la réunion du Quartet le 22 avril 2013, Hayet Zeghiche avait été priée de présenter les mesures techniques à envisager pour la restructuration de la communication du REMDH.

Hayet Zeghiche a ensuite présenté le document *9.2 Directives pour la Communication* et demandé au CE de valider le document afin que le plan de communication puisse être mis en place d'ici la prochaine Assemblée générale en 2015. Elle a ajouté que le REMDH était différent des autres organisations car il porte la voix de ses membres dans la région, un fait qui devrait être exploité d'après elle. En ce qui concerne l'identité du REMDH (page 2), elle a suggéré que le REMDH se donne une devise, ce qui nécessitera une décision politique. En ce qui concerne l'analyse SWOT (page 3), Hayet Zeghiche a suggéré de mieux utiliser le CE comme porte-parole ; les membres du CE pourraient, chacun à leur tour, contribuer en proposant chaque mois des interventions personnelles (interviews à la radio ou à la télévision) qui pourraient être mises en ligne sur le site Web du REMDH ou insérées dans les médias. Hayet Zeghiche a ensuite présenté les mesures pratiques qui seront prises dans le cadre de la restructuration de la communication du REMDH (pages 5-9) et les membres du personnel qui les mettront en œuvre (page 10) ainsi qu'un calendrier (pages 10-11).

Suite à la présentation de Hayet Zeghiche, Michel Tubiana a observé que le REMDH avait un plan de travail Communication détaillé. Il a demandé à Hayet Zeghiche de fournir des informations supplémentaires sur la communication du REMDH avec ses membres, ainsi que la communication interne du CE qui devrait être accompagnée pour les membres d'une formation au système de gestion de projet durant la prochaine réunion du CE les 18-20 octobre 2013. Il lui a aussi demandé un plan de mise en œuvre, montrant les différentes étapes, pour la prochaine réunion du CE les 18-20 octobre 2013, y compris des indicateurs tous les trois mois sur la publication dans les médias des communiqués de presse du REMDH. Enfin, Michel Tubiana a dit que les communiqués de presse du REMDH étaient souvent trop longs et ne devaient pas contenir plus de cinq paragraphes. Le REMDH ne doit pas produire d'information mais commenter les informations, a-t-il ajouté.

Hayet Zeghiche a répondu à Michel Tubiana en disant que, lorsqu'ils utiliseraient le système de gestion de projet, les membres du CE pourraient avoir accès aux documents et les modifier et voir les modifications des autres membres du CE, ce qui facilitera la révision des documents. Elle a invité les membres du CE à décider s'ils souhaitaient utiliser ce type de système à leur prochaine réunion du CE les 18-20 octobre 2013 après la formation. En ce qui concerne les communiqués de presse, Hayet Zeghiche a répondu qu'elle avait distribué des directives aux coordinateurs de projet sur la façon d'écrire les communiqués de presse en respectant un style spécifique. Elle a en outre précisé qu'elle ferait une évaluation de la publication dans la presse des communiqués du REMDH au rythme de tous les trois mois tous les ans.

Anitta Kynsilehto a remarqué que, dans le cadre des relations avec les médias et la base de données des médias (page 7), le contexte dans lequel travaille le REMDH doit aussi être pris en compte au moment de décider si des manifestations médiatiques doivent être organisées en relation avec les missions. En ce qui concerne la communication interne, elle était en faveur de conserver les consultations par mail pour les communiqués de presse etc. Hayet a répondu à Anitta Kynsilehto que l'idée était de laisser les membres du personnel du département Communication accompagner les délégations, pas des journalistes extérieurs, afin de donner une plus grande visibilité aux délégations.

Søs Nissen a trouvé le plan de communication présenté très ambitieux et a donc suggéré de faire une liste des priorités les plus hautes. Elle a aussi suggéré d'inclure un résumé dans les rapports du REMDH afin de faciliter leur lecture. Rafaella Bolini a dit qu'elle souhaiterait qu'on lui envoie des rappels par mail lorsqu'elle doit intervenir sur des documents dans le système de gestion de projet. Elle a observé que dans certains pays, comme l'Italie, les communiqués de presse du REMDH doivent être traduits avant publication.

Alya Cherif Chammari trouvait que les membres du CE et des Groupes de travail recevaient beaucoup de documents avant leurs réunions. Elle était donc en faveur de se former au système de gestion de projet tandis qu'Osman Işçi proposait d'établir une période de transition pour le système de gestion de projet. Hayet Zeghiche a répondu en disant que les membres du CE et des Groupes de travail pourraient trouver les documents dans la section réservée aux membres afin que des documents existants n'aient pas à être redistribués.

Marc Schade-Poulsen a observé que, pour des raisons politiques, la question de l'image de marque du REMDH, notamment son nom et son logo, est importante. Michel Tubiana a demandé aux membres du CE s'ils souhaitaient lancer le processus de recherche d'un nouveau nom et d'un logo pour le REMDH et en discuter à la prochaine réunion du CE les 18-20 octobre 2013. Ayachi Hammami a demandé si le CE pouvait changer le logo du REMDH sans l'approbation de l'Assemblée générale ce que Michel Tubiana a confirmé. En s'appuyant sur son expérience à Dignity, Søs Nissen a conseillé au REMDH d'utiliser les idées de ses membres, de son personnel etc. comme point de départ du nouveau nom et du logo, ce qui reviendrait sans doute moins cher que de faire appel à une société. Elle a aussi conseillé au REMDH de se procurer une base de données qui a une certaine capacité, par exemple Sharepoint, et de s'inspirer de l'expérience d'autres organisations en la matière.

#### Décisions :

- Le CE a approuvé le document 9.2 *Directives pour la communication*
- Hayet Zeghiche élaborera un plan de mise en œuvre de la restructuration de la communication, montrant les différentes étapes, pour la prochaine réunion du CE les 18-20 octobre 2013, y compris des indicateurs sur la publication dans les médias des communiqués de presse du REMDH.
- Hayet Zeghiche formera les membres du CE au système de gestion de projet pendant la réunion du CE les 18-20 octobre 2013.
- Le CE a lancé le processus pour trouver un nouveau nom et un logo pour le REMDH. Les suggestions seront discutées à l'occasion de la réunion du CE les 18-20 octobre 2013

#### Documents :

9.1 Rapport du consultant – Actualisé (*pour information*)

9.2 Directives pour la communication (*pour discussion*)

## 10. Dernières informations relatives au processus de restructuration du REMDH, y compris la décision concernant le bureau Machrek

*Modératrice : Eugenia Papamakariou*

*Sans rapporteur*

### Décision :

- Le REMDH établira son bureau Machrek à Amman, Jordanie, comme bureau subrégional pour deux ans parce que la Jordanie est accessible aux membres du REMDH.

### Documents :

10.1 Informations récentes sur le processus de restructuration du REMDH (*pour information*)

10.2 Évaluation de la localisation d'un bureau subrégional pour le Machrek (*pour discussion*)

## 11. Algérie

*Modératrice : Raffaella Bolini*

Dans le cadre du projet Algérie du REMDH, la Coordinatrice de projet a tout d'abord présenté le contexte politique dans le pays. Elle a signalé que le gouvernement algérien avait essayé de contrôler la société civile pour empêcher une révolution comme celle observée dans d'autres pays de la région durant le Printemps arabe. Simultanément, le gouvernement a introduit quelques réformes, comme la levée de l'état d'urgence grâce à la pression exercée par la société civile algérienne, mais aussi des lois plus restrictives comme la loi sur les associations.

Elle a ajouté que des élections présidentielles devaient se tenir en Algérie en 2014, mais le président actuel, Abdelaziz Bouteflika, est malade et son état de santé pourrait servir de prétexte au gouvernement algérien pour geler toutes les réformes. La menace de l'instabilité a été utilisée par le gouvernement algérien pour empêcher tout mouvement public vers une plus grande démocratie, sur le fond du passé violent de l'Algérie avec des victimes de disparitions, la guerre civile et l'impunité des terroristes.

La Coordinatrice de projet a ajouté que l'Algérie était un pays riche grâce à ses ressources naturelles mais la richesse n'est pas partagée de façon égale par sa population et un grand nombre de personnes sont pauvres et au chômage, en particulier dans le sud de l'Algérie. Les multinationales emploient les diplômés du nord de l'Algérie et de l'extérieur et elles leur donnent des salaires élevés ce qui contribue à augmenter le déséquilibre entre ces personnes et le reste de la population. Un mouvement de jeunes cherche à faire valoir son droit au travail et il a mobilisé des milliers de jeunes dans le sud. L'État a essayé d'absorber le mouvement des jeunes en donnant de l'argent à la population mais sans aucun effort pour créer des emplois.

La Coordinatrice de projet a observé que la Commission nationale des droits de l'Homme était devenue le seul interlocuteur de la société civile sur les questions en rapport avec les droits de l'Homme. Il n'y a aucun dialogue entre les ONG et les autorités algériennes, et il est extrêmement difficile pour le REMDH de soutenir les organisations indépendantes qui semble isolées, particulièrement compte tenu des difficultés du REMDH à obtenir des visas d'entrée en Algérie. En ce qui concerne le membre du REMDH, la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH), il traverse actuellement une grave crise interne et le REMDH pourrait faciliter une réunion rassemblant toutes les parties prenantes pour aider l'organisation à sortir de cette crise.

La Coordinatrice de projet a ajouté que le GT essayait de faire participer en particulier les membres européens du REMDH à son travail qui inclut plusieurs thèmes considérés comme pertinents pour les organisations membres. Le Groupe de travail coopère aussi avec les Nations Unies, Amnesty International, la FIDH, Frontline, Human Rights Watch, des syndicats indépendants d'Europe et des Algériens basés en France, afin de mettre sur pied un réseau de défenseurs des droits de l'Homme pour soutenir les défenseurs des droits de l'Homme en Algérie. Dans le cadre de l'UE, le REMDH essaie aussi de passer par la sous-commission droits de l'Homme afin d'exercer des pressions sur l'Algérie.

Pour terminer, elle a demandé au CE quelle était sa vision du travail par pays, en particulier dans le cas de l'Algérie, et comment ce travail pouvait être renforcé et enrichir le travail d'autres groupes. Elle a poursuivi en

demandant comment promouvoir une synergie entre travail par pays et travail régional et comment le REMDH peut élargir sa coopération avec ses membres en Algérie.

Michel Tubiana a répondu que la situation en Algérie était très difficile et qu'il y avait un risque que tout explose subitement dans le pays. Ayachi Hammami a souligné l'importance d'investir en Algérie, tant financièrement qu'en compétences, un pays où l'on attend des changements et où la société civile est faible et divisée. Grâce au REMDH, plusieurs organisations algériennes travaillent ensemble mais les divisions au sein de la LADDH ont un effet négatif sur le travail du REMDH, et il soutenait l'idée d'organiser une réunion de réconciliation entre les parties prenantes pour les aider. Enfin, il a suggéré de créer une nouvelle organisation des droits des femmes en Algérie, peut-être avec la participation d'Algériens basés à Paris.

Alya Cherif Chammari a répondu que les développements en Algérie affecteraient toute la région, et elle était d'avis que le REMDH devait trouver un moyen de soutenir la société civile afin que cette dernière soit en mesure de promouvoir les libertés fondamentales dans le pays. Elle a suggéré de se pencher sur les problèmes de visa pour l'Algérie dans le cadre de la liberté de circulation et de l'interdiction de se déplacer faite aux défenseurs des droits de l'Homme dans la région. En ce qui concerne l'idée d'Ayachi Hammami de créer une organisation des droits des femmes, elle a signalé qu'il existait déjà des organisations de droits des femmes en Algérie, qu'elles faisaient du bon travail et qu'il faudrait envisager de les inviter aux réunions du Groupe de travail.

Anitta Kynsilehto a constaté qu'il existait des synergies importantes entre le projet sur l'Algérie et le projet sur les migrations. Elle a demandé si le mouvement des jeunes dans le sud de l'Algérie pouvait aider le REMDH à élargir son cadre de travail en dehors des grandes villes. La Coordinatrice de projet a répondu que c'était un mouvement extrêmement complexe et qu'il n'était pas prévu de le rencontrer. Marc Schade-Poulsen a rappelé que la LADDH avait déjà été divisée dans les années 1990 et il y a 5 ans, et que cette nouvelle situation était complexe ; la question était de savoir si le REMDH possède suffisamment d'éléments pour pouvoir jouer le rôle de médiateur entre les différentes parties prenantes. Un autre défi consiste à mobiliser les organisations européennes autour de l'Algérie.

Nassera Dutour a dit que 10 années de guerre civile avaient divisé et affecté la société, certaines personnes étant accusées d'avoir travaillé pour le gouvernement etc. Même au sein du Groupe de travail, les membres ne se font pas confiance. Elle a ajouté qu'il fallait faire quelque chose pour résoudre le problème de la LADDH et éviter d'autres divisions et aussi résoudre les problèmes au sein du Groupe de travail. En ce qui concerne les groupes de droits des femmes en Algérie, plusieurs membres du Groupe Solidarité pensaient qu'ils étaient favorables au régime. Elle a ensuite mentionné le fait que le rôle des islamistes ne devait pas être ignoré car il est très important en Algérie. Enfin, Alya Cherif Chammari a dit qu'on ne pouvait pas accuser toutes les organisations de droits des femmes en Algérie d'être favorables au régime.

## **12. Demandes d'adhésion et critères, situation des membres honoraires faisant partie du personnel et adhésion du CNLT**

*Modérateur : Michel Tubiana*

### *Critères d'adhésion*

Marc Schade-Poulsen a mentionné que dans la première partie du document 12.1 *A propos de l'adhésion et de l'exclusion des membres du REMDH*, plusieurs propositions sur la façon de traiter les demandes d'adhésion ont été notées, y compris le nombre maximum de quatre membres par pays, un rapport 40/60 60/40 nord sud, une surveillance plus proche des membres sur une base régulière etc. Il pourrait être envisagé d'inclure ces propositions dans les Statuts ou le Règlement intérieur. La deuxième partie concernait le renouvellement de l'adhésion et la radiation des membres inactifs, un thème délicat, a ajouté Marc Schade-Poulsen. Il avait noté plusieurs critères qui pourraient être utilisés pour exclure un membre, comme la non-existence de l'organisation, la non-participation aux activités du REMDH, ou le manque de respect de ses propres statuts.

Michel Tubiana a dit que les critères seraient mentionnés dans le Règlement intérieur et pas dans les Statuts pour conserver une certaine marge de manœuvre, et il a suggéré de modifier le Règlement intérieur pour la prochaine réunion du CE les 18-20 octobre 2013. Il a rappelé au CE sa suggestion d'avoir une commission des conflits, composée par exemple de membres honoraires et d'anciens membres du CE, qui pourrait jouer le rôle d'arbitre entre le CE et les membres et résoudre les conflits internes et les conflits concernant l'exclusion de membre. La gestion des conflits devrait être mentionnée dans les Statuts. Enfin, il a suggéré de discuter des adhésions à chaque réunion du Quartet. De cette façon, le REMDH serait plus à même



d'anticiper sur les questions des organisations membres, selon lui. En ce qui concerne la liste des membres non actifs dont la liste figure dans le document 12.2 *Note sur les membres du REMDH candidats à l'exclusion*, une enquête doit être diligentée avant que le CE ne puisse prendre une décision à leur sujet.

Søs Nissen a exprimé son accord avec Michel Tubiana et elle a aussi observé qu'un minimum d'activité devrait aussi être exigé des membres des différents Groupes de travail. Elle a donc suggéré de suspendre le statut de membre d'une organisation d'un Groupe de travail ou de l'expulser du Groupe de travail si elle n'est pas active, afin de pouvoir inviter d'autres organisations actives à sa place. Elle a suggéré d'ajouter la question de la participation active aux Groupes de travail dans le cadre de la révision des adhésions avant la prochaine Assemblée générale en 2015.

#### Décisions :

- Michel Tubiana révisera le Règlement intérieur pour la prochaine réunion du CE les 18-20 octobre 2013, et il inclura les critères d'admission suggérés par Marc Schade-Poulsen
- Le SNAPAP a été accepté comme membre ordinaire du REMDH.

#### Documents :

- 12.1 A propos de l'adhésion et de l'exclusion des membres du REMDH (*pour discussion*)
- 12.2 Note sur les membres du REMDH candidats à l'exclusion (*pour discussion*)
- 12.3 Vue d'ensemble des membres (*pour information*)
- 12.4 Récapitulatif des demandes d'adhésion (*pour information*)
- 12.5 Demandes d'adhésion à l'étude (*pour décision*)

### **13. Syrie**

#### **Modérateur : Michel Tubiana**

En rapport avec le projet du REMDH sur la Syrie, le Coordinateur de projet a expliqué que le REMDH avait commencé à soutenir les défenseurs des droits de l'Homme en Syrie, en Algérie et en Tunisie et à renforcer leurs capacités en 2009. Avant la révolution de 2011, le travail du REMDH portait essentiellement sur la solidarité avec un réseau d'avocats en Syrie et la mobilisation des associations d'avocats afin qu'elles soutiennent les personnes en prison en Syrie. Toutefois, en 2011, le contexte a changé avec la révolution de l'opposition politique et en 2012, on a commencé à parler de crimes contre l'humanité. Durant cette période, le REMDH a tenu plusieurs séminaires destinés à renforcer le travail en réseau des militants syriens et le développement de leurs compétences ainsi que celui des droits des femmes.

Le Coordinateur de projet a fait savoir qu'en 2013 le REMDH avait commencé à renforcer les capacités de documentation de ses partenaires en Syrie et à réunir les membres de certains groupes syriens pour des ateliers et des séminaires afin de développer un réseau d'enquêteurs pouvant informer le public et le Réseau sur la situation en Syrie. Le REMDH a des dossiers sur des cas spéciaux très documentés en termes de rapports médicaux etc. qui pourront être utilisés lors de la production de rapports thématiques sur les centres de détention, l'appareil judiciaire etc. En ce qui concerne les droits des femmes, il est parfois difficile d'obtenir des informations sur les crimes sexuels et le REMDH n'a pas encore trouvé d'organisation des droits des femmes en mesure de documenter les violations sexuelles.

D'après le Coordinateur de projet, le Réseau fonctionne à deux niveaux, à savoir le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies qui a envoyé une mission d'enquête en Syrie, et l'UE qui travaille à la promotion des groupes des droits de l'Homme. Le Groupe de travail coopère aussi avec des organisations internationales, bien qu'il soit difficile de coordonner les actions et d'adopter une stratégie commune avec elles en raison de capacités différentes. De plus, le Groupe de travail coopère avec les membres du REMDH en Syrie ainsi qu'avec de nouvelles organisations. Toutefois, les Syriens ne semblent pas avoir une vision globale, ni être coordonnés les uns avec les autres ; chacun semble vouloir imposer son propre agenda. Le Coordinateur de projet a terminé sa présentation en demandant au CE dans quelle mesure les organisations syriennes pouvaient être intégrées au Réseau.

Michel Tubiana a demandé si la documentation des violations était collectée auprès de toutes les parties du conflit en Syrie à quoi le Coordinateur de projet a répondu par l'affirmative. Marc Schade-Poulsen a déclaré que, en relation avec la situation en Syrie, le REMDH n'a pas de position politique sur les armes, les zones de sécurité etc. comme cela était le cas pour la guerre en Libye. Il pensait qu'il pourrait être intéressant de discuter de la position politique du REMDH dans des conflits comme celui de Syrie, ce qui lui permettrait aussi de renforcer son lobbying.

Pour Søs Nissen, le fait que le REMDH avait trouvé son propre créneau pour son travail en Syrie était une bonne chose. Elle a suggéré que le REMDH examine si un des grands acteurs humanitaires sur le terrain pouvait soutenir le projet du REMDH en Syrie. Le Coordinateur de projet a répondu qu'il était possible de prévoir de travailler avec des organisations humanitaires, sur la documentation par exemple, mais il ne pensait pas qu'elles étaient indispensables pour le travail du REMDH.

Eugenia Papamakariou trouvait problématique le fait que certains partenaires du REMDH soient basés aux États-Unis et elle aurait souhaité connaître la position des partenaires du Réseau sur les violations des deux côtés. Sur le même thème, Osman Işçi a demandé si le REMDH vérifiait ses contacts et leurs positions pour faire en sorte de rester objectif et de conserver sa crédibilité. Le Coordinateur de projet a indiqué que les contacts syriens installés aux États-Unis étaient exilés et qu'ils représentaient des organisations membres de Syrie, et il ne pensait pas qu'il soit possible de les exclure du travail du REMDH. Il a ensuite ajouté que les sessions de formations à la documentation comportaient une formation au droit international et une formation aux techniques de documentation. Les personnes qui ont suivi les formations du REMDH deviennent des sources de renseignements et elles envoient des documents au REMDH que le Réseau valide ensuite pour assurer sa crédibilité. La valeur ajoutée du REMDH est que les Syriens ont été formés pour documenter les violations eux-mêmes.

Ayachi Hammami a déclaré qu'il ne fallait pas oublier qu'une grande partie de la Syrie était protégée de la guerre, ce qui n'a pas été mentionné dans les médias. Il a suggéré que le REMDH travaille sur les défenseurs des droits de l'Homme en Syrie qui doivent faire face à des procès dans des tribunaux islamiques sous le contrôle des salafistes. Le Coordinateur de projet a répondu que certaines des régions étaient sous le contrôle des salafistes. Le Groupe de travail aimerait travailler avec des avocats syriens sur des questions concernant le système judiciaire, mais certains craignent pour leur vie s'ils communiquent des informations au REMDH.

Alya Cherif Chammari a signalé que pendant la dernière réunion du Groupe de travail Genre/Droits des femmes, des témoignages de violence dans les camps en Syrie et hors de Syrie étaient parvenus, en particulier des viols, mariages forcés, prostitution forcée etc., concernant les deux parties du conflit. Elle ne savait pas de façon certaine si ces violations avaient été documentées. Le Coordinateur de projet a fait savoir que, dans le cadre du projet sur la Syrie, deux rapports avaient été rédigés, portant sur la lutte contre l'impunité et les droits des femmes. Malheureusement, il n'existait aucune documentation fiable sur les violations envers les femmes et il pensait que le REMDH devait travailler davantage avec les organisations de droits des femmes qui se trouvent sur le terrain afin de documenter les violations.

Michel Tubiana a demandé quand seraient publiés les deux rapports mentionnés. Il a aussi observé que les instruments internationaux des droits de l'Homme étaient la référence permanente du travail du REMDH. Il a ajouté que le REMDH devait être contre la dictature et les Syriens ont le droit de s'élever contre la dictature. Toutefois, les deux parties ont perpétré des crimes pendant le conflit. Le Coordinateur de projet a répondu que les rapports étaient disponibles dans leur première version non révisée et qu'ils devaient être analysés par un expert.

#### Document :

13.1 Projet Solidarité Syrie – document de briefing (*pour information*)

### **14. Lieu de la réunion du CE les 18-20 octobre 2013**

**Modérateur : Michel Tubiana**

Il a été suggéré de tenir la prochaine réunion du CE les 18-20 octobre 2013 à Beyrouth ou bien au Caire, en fonction de la situation dans ces pays.